

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 02/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAVOIE DECHETS

336 RUE DE CHANTABORD
USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY
73024 CHAMBERY CEDEX
73000 CHAMBERY

Références : 20221129-RAP-SAVOIE_DECHETS_UIOM-PAC-AlvéolesCS
Code AIOT : 0006104358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement SAVOIE DECHETS implanté 336 RUE DE CHANTABORD USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY 73024 CHAMBERY CEDEX 73000 CHAMBERY. L'inspection a été annoncée le 21/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le centre de tri de SAVOIE DECHETS a fait l'objet de travaux de modernisation afin de répondre à la nouvelle réglementation des extensions de consignes de tri qui entre en vigueur au 01/01/2023. Ces travaux ont été confiés à la société Arval via un marché de conception-réalisation. La durée totale des travaux initiale était de 3.5 semaines, avec indisponibilité totale de l'outil de traitement pendant toute la durée des travaux.

Savoie Déchets s'est organisé afin de palier à cet arrêt du traitement en détournant 5 000 tonnes de déchets de Collectes Sélectives (CS) vers les centres de tri voisins (Grenoble et Chassieu). Pour diverses raisons avancées par Arval (dysfonctionnement avec ses sous-traitants, difficultés d'approvisionnement de matériel,...), la durée de ces travaux a doublé. Le centre de tri n'a redémarré que très récemment, le 3 novembre dernier.

Ces importants retards ont pour conséquence une accumulation très importante des stocks de CS car les capacités de traitement des centres de tri voisins sont limitées, c'est pourquoi la décision a été prise par Savoie Déchets de mettre en balles une partie de l'entrant de CS pour traitement ultérieur. La capacité de stockage étant très limitée sur le centre de tri, une grande partie de ces balles de CS

a été entreposée dans une des alvéoles mâchefers de l'UVETD.

Un dossier de porter à connaissance a été transmis en mai 2022, sollicitant du stockage de déchets ménagers (CS ou OM) dans 2 alvéoles. Toutefois il était indiqué dans ce document que les déchets de CS seraient stockés en vrac (tonnage estimée en vrac: 400 tonnes par alvéole). Les déchets de collectes sélectives sont aujourd'hui stockés en balles dans une première alvéole pour une quantité de 1200 tonnes. Il est important de souligner que la matière stockée en balles est moins sujette à l'incendie car plus compactée et que les envois sont plus limités.

Le centre de tri fonctionne à ce jour en 1 poste de travail de 8 heures à faible régime (environ 5 t/h). A terme le centre de tri doit fonctionner en 3 postes de travail de 8 heures à 7.5 t/h. En attendant d'atteindre ce régime nominal, l'exploitant continue à accumuler des déchets de CS et à le stocker. Au vu de la saturation du centre de tri, il est envisagé de stocker de nouvelles balles dans une seconde alvéole de l'UVETD.

L'exploitant estime pouvoir absorber ce stock une fois le centre de tri en fonctionnement à régime établi en 3 postes et lorsqu'il aura passé le pic d'apport de la période hivernale. Le traitement de ce stock conséquent de CS prendra vraisemblablement plusieurs mois, pour être résorber semaine 36 de l'année 2023.

Une inspection sur site a été menée le 29 novembre dernier dans le cadre de cette problématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVOIE DECHETS
- 336 RUE DE CHANTABORD USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY 73024 CHAMBERY CEDEX 73000 CHAMBERY
- Code AIOT : 0006104358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat mixte Savoie Déchets exploite à Chambéry une usine d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux, avec valorisation énergétique, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 1/12/2011, modifié notamment par un arrêté complémentaire du 10/05/2016 (augmentation de capacité).

Le présent rapport porte sur la nécessité d'actualiser le porter à connaissance transmis par l'exploitant en mai 2022, demandant le stockage des déchets ménagers (ordures ménagères (OM) et déchets de collecte sélective (CS)) au sein de deux alvéoles de stockage de mâchefers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modification des conditions d'exploitation : stockage de déchets de collecte sélective

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Demande de stockage déchets de collecte sélective dans alvéoles mâchefers	Arrêté Préfectoral du 01/12/2011, article Article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit actualiser, **sous un délai de 2 mois**, le dossier de porter à connaissance transmis le 27 mai 2022 , pour tenir compte des évolutions relatives au stockage de déchets de collectes sélectives qui ont été présentées lors de la visite. Ce dossier devra permettre d'apprécier les impacts environnementaux et les risques accidentels associés à la modification projetée, comme prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Devront notamment être apportés les éléments suivants :

- précisions sur les durées d'entreposage maximales prévues (à chaque fois et au total sur une année),
- examen des conséquences de l'indisponibilité des alvéoles pour les mâchefers,
- modélisation des risques d'incendie démontrant que les flux thermiques restent dans les

- limites de propriété du site,
- analyse des effets associés et mesures de sécurité afférentes prévues,
- moyens de secours incendie compensatoires prévus ,
- mesures de prévention des odeurs envisagées,
- modalités de gestion des jus éventuels,
- mise à jour du calcul des garanties financières,
- pour les déchets de collectes sélectives : classement selon la rubrique 2714 de la nomenclature.

Par ailleurs, suivant le classement selon la rubrique 2714 envisagé, ce dossier devra être accompagné d'un formulaire CERFA "cas par cas", permettant de statuer sur le besoin ou non de soumettre l'extension projetée à évaluation environnementale, selon les termes des articles R. 181-46.I.3° et R. 122-2 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Demande de stockage déchets de CS dans alvéoles mâchefers
Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none"> Article R 181-46 du code de l'environnement Arrêté Préfectoral du 01/12/2011, article 1 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Modification : Entreposage sur site de déchets de collectes sélectives ou d'ordures ménagères
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> Article R 181-46 du code de l'environnement Article 1 de l'arrêté du 1/12/2011 (modifié par l'article 10 de l'APC "garanties financières" du 6/10/2014) : 3000 t maximum d'ordures ménagères en fosse
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, l'exploitant a déposé une première demande par courrier du 8/03/2021, constituant une demande de modification des conditions d'exploitation autorisées, au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, destinée à régulariser des situations récurrentes de recours aux alvéoles mâchefers pour entreposer provisoirement des déchets ménagers (ordures ménagères et déchets de Collectes Sélectives (CS)).</p> <p>Cette demande, qui constitue une demande d'extension (augmentation des capacités de stockage d'ordures ménagères, au sein de la rubrique 2771 de la nomenclature ; et nouvelle installation de transit / regroupement s'agissant des déchets de collecte sélective, relevant de la rubrique 2714 de la nomenclature), apparaissait insuffisamment développée.</p> <p>Dans le rapport d'inspection du 21/11/21, nous avons demandé à l'exploitant de compléter sa demande du 8/03/2021 et de nous transmettre sous 3 mois un dossier de porter à connaissance permettant de mieux apprécier les impacts environnementaux et les risques accidentels associés à la modification projetée, comme prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Par courriel du 27/05/22, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance, demandant un classement sous la rubrique 2714 pour avoir la possibilité de stocker sur son site, des déchets ménagers (ordures ménagères ou déchets de collecte sélective) dans deux alvéoles mâchefers (n°3 et n°5) pour les capacités de stockage par alvéole de 2000 m³, soit 400 tonnes de CS en vrac, soit 1000 tonnes d'OM.</p> <p>Le dossier précisait que ce sont ces alvéoles (3 et 5) affectées à l'entreposage de déchets ménagers, qui seront utilisées si d'autres besoins d'entreposage de déchets ménagers se présentent, et a confirmé qu'une alvéole permet d'entrepoiser 1000 t d'OM ou 400 t de déchets CS en vrac (densité plus faible).</p> <p>Lors de l'inspection du 29/11/2022, l'exploitant a précisé qu'il entrepoise actuellement sur le site de l'UVETD, dans l'alvéole mâchefer n° 5 d'environ 3 000 m³ (et non 2 000 m³ comme cité dans le PAC du 27 mai 2022), 1129 tonnes de déchets de collectes sélectives, mis en balles.</p> <p>Il explique que ceci est dû principalement au retard dans l'achèvement des travaux de modernisation des installations du centre de tri de SAVOIE DÉCHETS, dont la remise en service industriel est prévue le 15 décembre 2022 (soit 1 mois de retard par rapport au planning prévu) et qu'un fonctionnement en 3 x 8 sera effectif à partir du 15 janvier 2023. Le site retrouvera à ce moment-là une capacité de traitement hebdomadaire de 500 tonnes.</p> <p>Il nous informe que le stock de déchets de CS devrait croître jusqu'à la fin de l'année, avec une prévision d'environ 1800 tonnes supplémentaires. Une grande partie devrait pouvoir être détournée vers d'autres exutoires (tel que le centre de tri de Firminy – Loire).</p> <p>Enfin, l'exploitant estime pouvoir résorber ce surplus de déchets de CS d'ici la semaine 36 de l'année 2023.</p> <p>Les éléments de la demande formulée dans le dossier de porter à connaissance du 27 mai 2022 ayant évolués (volume des alvéoles estimé à environ 3 000 m³, entreposage de CS en balles et non plus en vrac, pour un tonnage supérieur au 400 tonnes demandés initialement), L'exploitant doit mettre à jour son porter à connaissance transmis le 27 mai 2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit actualiser, sous un délai de 2 mois, le dossier de porter à connaissance transmis le 27 mai 2022 , pour tenir compte des évolutions relatives au stockage de déchets de collectes sélectives qui ont été présentées lors de la visite. Ce dossier devra permettre d'apprécier les</p>

impacts environnementaux et les risques accidentels associés à la modification projetée, comme prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite